

Nic Marks*

L'indice de la planète heureuse associe bien-être et durabilité



Directeur du Centre pour le bien-être¹, à Londres, Nic Marks cherche à mesurer et à promouvoir le bien-être tout en améliorant la justice sociale et la durabilité. Au cœur de son travail figure la mise au point de l'indice de la planète heureuse (le Happy Planet Index – HPI).

Le HPI résume très bien le but ultime du progrès : mener une vie longue et heureuse dans les limites de la biosphère. Les résultats du HPI commencent à diffuser dans la plupart des pays. Mais il reste du pain sur la planche pour en faire une balise apte à guider les Etats.

46



LaRevueDurable : Vous travaillez sur le bien-être, mais votre indicateur phare, le HPI, fait référence au bonheur : y a-t-il des différences entre le bien-être et le bonheur ?

Nic Marks : Il y a des différences d'ordre technique et du point de vue de la communication. Le bien-être est un concept plus global et dynamique que le bonheur. Il est cependant plus facile de s'adresser au public en lui parlant du bonheur. Il est plus accrocheur de parler de la planète heureuse que du bien-être durable. Il est cependant vrai que

la plupart de notre travail sur les politiques publiques se focalise sur le bien-être personnel (se sentir bien et réussir dans ce que l'on entreprend), social (les relations de soutien mutuel et le sentiment d'appartenance), centré sur les lieux de vie (agréables pour travailler et élever ses enfants) et écologique (qui favorise l'interaction avec la nature et l'accès à des lieux verts).

LRD : Comment en êtes-vous venu à vous intéresser de près au bien-être des gens ?

NM : L'idée a commencé à germer en moi à la fin des années 1980 lorsque j'ai écouté une conférence de l'économiste écologiste chilien Manfred Max-Neef. Il a alors expliqué que

pour faire face aux défis de la gestion des ressources et des pollutions, le langage dominant que la société utilise est l'économie. Or, ce langage était en harmonie avec les défis d'il y a cinquante ans, mais il ne l'est plus avec ceux d'aujourd'hui. Nous avons donc besoin d'un nouveau langage. Max-Neef propose celui des besoins humains et du développement à l'échelle humaine. J'ai travaillé avec lui dans les années 1990 sur ces approches.

Je pense cependant aujourd'hui que le langage du bien-être est plus approprié que celui des besoins parce que c'est comme cela que nous pensons. A moins d'être très intellectuels, nous ne pensons pas à nous-mêmes

* Nic Marks est le fondateur du Centre pour le bien-être à la New Economics Foundation, à Londres, au Royaume-Uni.

comme ayant un ensemble de besoins. Nous pensons plutôt à ce que nous ressentons, à nos émotions.

Le langage du bien-être est donc mieux adapté pour essayer de défaire le dilemme qui nous enserme : nous voulons une vie bonne, mais son image matérielle dominante détruit l'environnement. Réussir à créer un couteau qui sépare ce qu'est une vie bonne du point de vue des ressources et du point de vue de l'expérience vécue, voilà, en résumé, l'enjeu.

LRD : Comment votre préoccupation sur l'état de la planète et du climat intervient-elle ?

NM : C'est précisément ce qui me pousse à m'intéresser au bien-être. Et c'est ce qui me rend très inhabituel dans le monde du bien-être dès lors que je lui apporte le contexte du changement climatique et de la durabilité. Réciproquement, j'essaie d'apporter le monde du bien-être à celui du développement durable, qui ne réfléchit pas vraiment à cette question. Comment faire pour que les environnementalistes parlent humain ? Et comment faire pour que les gens qui utilisent la psychologie pour parler humain se mettent à parler le langage de l'environnement ? Mon but est de réussir à mettre ensemble ces deux langages ou disciplines.

Ecologie du bien-être

LRD : Attirer l'attention sur le bonheur ou le bien-être, c'est appuyer là où cela fait du bien, là où cela fait envie.



Pensez-vous que le mouvement environnemental appuie trop là où cela fait mal, s'arrête trop aux peurs, n'explore pas assez une vision attirante de l'avenir ?

NM : Les écologistes ont beaucoup trop joué la carte de la peur. Ils ont beaucoup plus fait savoir ce qu'ils rejettent que ce qu'ils souhaitent. La peur attire l'attention, mais elle ne conduit pas forcément à agir. Martin Luther King n'a pas dit « J'ai eu un cauchemar. » Il a dit « J'ai eu un rêve. » Barack Obama a été élu aux Etats-Unis grâce au retour d'un espoir en l'avenir. Si nous voulons inciter les gens à changer, nous devons créer une très grande vision d'un avenir qui soit aussi durable. Les gens n'auront même pas à remarquer qu'ils sont orientés vers un avenir durable.

L'offre principale du mouvement environnemental, c'est pénitence et souffrance. L'être humain est certes prêt à assumer une dose de souffrance. Des hommes et des femmes se sont battus durant les guerres mondiales et ont perdu leur vie, le sacrifice ultime. Dans les années 1980, Margaret Thatcher a convaincu les Britanniques qu'il fallait s'attaquer aux syndicats, ce qui serait douloureux.

Il est possible de convaincre des populations de souffrir pour obtenir des gains à long ou à moyen terme. Mais avec le changement climatique, le danger apparaît lointain. Ses principaux effets se manifesteront plus tard. Et s'il est déjà assez difficile de convaincre les fumeurs de cesser de fumer bien que ce soit eux-mêmes qui souffriront plus tard, il est encore plus difficile de demander aux gens de cesser de faire des choses qui leur plaisent au bénéfice d'autres personnes ailleurs dans le monde dans cinquante ou soixante quinze ans.

Il nous faut créer des incitations pour les gens maintenant. Par chance, il y a toutes sortes de possibilités parce que le style de vie matérialiste occidental n'apporte pas vraiment le bien-être. Il y a toutes sortes de stress et de tensions : nuisances et pollutions multiples, trop peu de temps en famille, etc. En Occident, la maladie



sous-jacente au consumérisme crée un malaise. Nous savons qu'avec les biens matériels, la satisfaction est très courte.

LRD : Il y a donc beaucoup de leviers sur lesquels travailler pour augmenter le bien-être de façon compatible avec l'écologie ?

NM : Nous n'échapperons pas à certaines questions difficiles, mais il y a aussi plein de solutions faciles. En affaires, on appelle cela cueillir les fruits qui sont à portée de main.

Beaucoup de choses que l'on peut faire sont hautes en bien-être et basses en carbone. Nous devons avancer vers l'avenir en nous demandant : « Qu'est-ce qui est bon pour moi et faible en carbone ? Si c'est bon pour moi et faible en carbone, fais-le. Si c'est neutre pour moi et

Si c'est bon pour toi et faible en carbone : fais-le !

neutre en carbone, fais-le aussi. Mais si c'est bon pour moi et élevé en carbone, alors ne le fais pas. Et bien sûr, si c'est mauvais pour moi et élevé en carbone, ne le fais pas non plus. » Il s'agit de trouver des moyens qui incitent à penser sur cette voie. Et créer l'avenir ainsi. En innovant beaucoup.

LRD : Introduire un biais vers le présent, comme le fait la mesure du bien-être subjectif, n'est-il pas susceptible de détourner de la prise en compte de l'avenir ?

NM : Non, dès lors que ce bien-être est placé dans le contexte de la durabilité. Les politiques publiques qui font la promotion simultanée d'un bien-être plus élevé et d'un carbone plus bas sont parfaitement faisables : c'est ce que fait tout l'agenda de la relocalisation, ou le mouvement Slow Food, par exemple.



Les cinq grands domaines pour promouvoir le bien-être sont se connecter, être actif, être en éveil, continuer à apprendre et donner (voir page 50). Aucun d'eux ne se fera au prix de la Terre – le potentiel est donc massif.

LRD : Vous parlez d'innover : que dites-vous de l'innovation technologique ?

NM : Elle joue un rôle important pour dématérialiser notre consommation, pour être plus efficace avec le carbone... Mais elle ne suffira pas. Nous avons aussi besoin d'interventions sociales, de changer de styles de vie. Et nous devons d'abord montrer qu'il y a plein de moyens de rendre les gens plus heureux. Ensuite, on n'y coupera pas : il faudra affronter des enjeux épineux.

LRD : Tout cela est très sensé, mais le temps commence à manquer. La voie du bien-être est-elle adaptée pour répondre à l'urgence du défi climatique ?

NM : Elle n'y répondra pas toute seule. Il nous faut de multiples approches, toutes sortes de stratégies. Mettre en avant l'urgence du changement climatique, c'est toucher un petit pourcentage de gens et laisser un grand pourcentage de côté. Je me considère comme un radical modéré. Je m'intéresse aussi beaucoup à la façon d'approcher le monde des affaires. Comment le convaincre que s'il veut maintenir ses activités et progresser vers l'avenir, il lui faudra trouver autre chose qu'un scénario « business as usual » ?

Je ne vois pas d'avenir sans affaires. Pour viser la durabilité, comment pouvons-nous conduire ce monde à concevoir les produits et les services en tenant compte d'emblée de la durabilité et non après coup ?

Vers un indicateur de durabilité heureuse

LRD : Vous avez mis au point les comptes nationaux du bien-être. De quoi s'agit-il ?

NM : C'est une pure mesure du bien-être qui ne dit rien de la justice sociale ou de l'environnement : ils n'incluent pas les notions de futur ou de durabilité. C'est un ensemble détaillé d'indicateurs interconnectés de bien-

être interprétables aux niveaux local ou national. L'enjeu est de comprendre comment systématiser notre mesure du bien-être.

LRD : Et comment fonctionne le Happy Planet Index (HPI), l'indice de la planète heureuse ou du bonheur ?

NM : Le HPI est très différent. Il est conçu pour donner cette grande vision dont nous avons besoin. Il est très simple et utilise trois indicateurs : l'espérance de vie des gens multipliée par leur niveau perçu de bonheur puis divisé par l'empreinte écologique. C'est une mesure de l'efficacité avec laquelle nous transformons notre consommation de ressources en vies longues et heureuses.

Reprise de l'économie, l'idée de l'efficacité est importante : elle consiste à regarder les ressources rares sur terre et les buts ultimes des gens, ce qui revient à mesurer combien leur vie est bonne. C'est comme une mesure des kilomètres par litre, mais qui dit la vision de l'avenir vers laquelle il faut que la société aille : un haut niveau de vie avec peu de carbone.

LRD : Comment faites-vous pour pousser cet indicateur dans la sphère publique ?

NM : Nous sommes un petit « think and do tank » avec trop peu de moyens. Le HPI est très médiatique, car il crée un classement entre Etats : tous les statisticiens vous diront que c'est le moyen le moins cher d'attirer l'attention. Il est rendu public internationalement pour produire un index global. En 2006 et en 2009, le rapport a été téléchargé de notre site dans plus de 180 pays et a généré une attention médiatique mondiale massive.

Le HPI permet de rendre publique la direction vers laquelle une société doit aller. Il crée une nouvelle lecture du présent, une balise pour l'avenir. Il doit être aussi simple que possible et donner lieu à des histoires que l'on peut raconter.

LRD : Quelles histoires, par exemple ?

NM : La façon dont l'Amérique latine et les petits Etats insulaires s'en sortent n'est-elle pas surprenante ? La manière dont l'Allemagne et les Pays-Bas sont deux fois plus efficaces que les Etats-Unis à délivrer le même bien-être n'est-elle pas remarquable ? Ces questions et

Regard sur l'empreinte écologique

L'empreinte écologique est l'un des trois indicateurs qui permettent à Nic Marks de calculer l'Indice de la planète heureuse. Aussi est-il intéressant d'avoir son avis sur cet indicateur.

« L'empreinte écologique est une manière très ingénieuse de communiquer sur notre impact sur la planète, car elle est très facile à comprendre : votre grand-mère

peut saisir l'idée. Mais il faut s'attendre à ce que tout indicateur composite qui met ensemble des choses aussi diverses que la foresterie, la séquestration du carbone, la pêche et l'agriculture rencontre des défis techniques.

» Le Global Footprint Network, qui calcule et promeut cet indicateur, en est très conscient et a mis en

place un comité scientifique très compétent pour y répondre. L'empreinte écologique est ainsi à la fois à l'origine d'une communication très séduisante et la meilleure mesure globale actuelle de l'impact écologique même s'il y a de la place pour l'améliorer afin d'en faire un authentique indicateur de politiques publiques. »

LRD

leurs réponses aident les gens à comprendre le défi qui s'ouvre à eux.

LRD : Justement : comment comprendre que tous les pays d'Amérique latine arrivent en tête alors que certains – la Colombie, le Mexique, le Guatemala, le Nicaragua – sont rongés par la violence et les inégalités ?

NM : Ces pays obtiennent de bons scores alors qu'ils font face à de graves difficultés internes parce que leur empreinte écologique est très faible. Le HPI n'est pas une simple mesure des lieux où les vies sont les plus heureuses aujourd'hui. Pour cela, il faut regarder le numérateur de l'équation : des vies longues et heureuses. Mais à quel coût pour la planète ?

LRD : Le rapport 2009 du HPI montre que la Chine, qui connaît une croissance stupéfiante du PIB, régresse. Comment l'expliquez-vous ?

NM : Cette croissance augmente son empreinte écologique. Depuis 1990, elle a augmenté de 50 %, ce qui annule ses gains en espérance de vie (trois ans pour atteindre 72,5 ans). L'évolution du bonheur est contrastée. Certains chercheurs suggèrent que les hauts taux de croissance économique peuvent être associés à une chute globale du bien-être subjectif. Mais dans le cas spécifique de la Chine, il y a peut-être un problème avec les échantillons de populations sélectionnés, en particulier pour les premières données (plus hautes) obtenues :

l'échantillon a peut-être été trop grand en zones urbaines, ce qui a conduit à surestimer le bien-être subjectif des Chinois.

LRD : Devrions-nous nous débarrasser du PIB ou travailler à ses côtés avec d'autres indicateurs ?

NM : Une option, c'est de le reléguer en tant qu'indicateur dont l'intérêt est très clair pour les économistes, mais qui ne mesure plus le succès global d'un pays. Les économistes connaissent bien ses défauts. Le problème est qu'il est devenu ce mythe qui guide nos sociétés. Tim Jackson l'appelle le mythe du progrès économique. C'est un cadre pratique qui donne l'impression d'avancer, mais qui échoue à mesurer le progrès de façon adéquate. Nous devons remplacer ce mythe par quelque chose qui soit plus directement lié à l'expérience vécue et qui inclut la durabilité.

LRD : Avez-vous espoir qu'il y aura bientôt un changement d'indicateurs, que le PIB sera bientôt considéré comme une mesure obsolète du progrès et le HPI une référence officielle ?

NM : Il y a de multiples stratégies pour y parvenir, mais cela n'arrivera pas du jour au lendemain. Si nous gardons le PIB comme mesure du progrès, nous serons confrontés à des problèmes de plus en plus graves... Je crois que le HPI est en gros juste et le PIB précisément faux pour évaluer le progrès vers un but à long terme socialement désirable. La vitesse du changement sera peut-être trop lente, mais la pression pour changer augmente rapidement.

LRD : Pensez-vous que toutes les initiatives qui ont lieu – par exemple à l'OCDE² – créent un progrès vers ce but ?

NM : Un progrès spectaculaire. J'ai commencé à travailler dans ce domaine en 1992. Il fallait frapper très fort aux portes pour qu'on vous écoute. La situation est maintenant radicalement différente. Nous sommes partout invités en tant qu'experts



Je suis un radical modéré

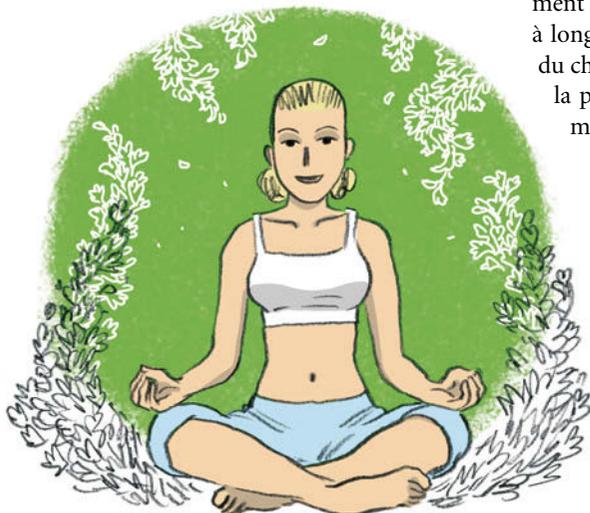
internationaux. En quinze ans, l'ouverture politique a massivement changé.

LRD : Pourtant, dans les principaux médias, la croissance du PIB reste ce mythe, cette seule référence qui compte.

NM : Oui ! Et avec le ralentissement actuel global, les solutions qui sont avancées tournent toutes autour de la croissance économique, ce qui va à nouveau nous conduire à la crise. Ce qui est intéressant avec cette crise est qu'elle est totalement interne au système économique. En gros, c'est un effondrement interne qui a suivi une voie logique jusqu'à son aboutissement extrême. La croissance du PIB est défectueuse.

LRD : Ce qui devrait augmenter l'intérêt pour une alternative.

NM : Je ne vous le fais pas dire ! ■



1) Ce centre fait partie de la New Economics Foundation, « think and do tank » basé à Londres : www.neweconomics.org

2) Dans son travail sur les nouveaux indicateurs, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) réserve une place importante aux mesures du bonheur.